Anne Hidalgo s'affranchit du gouvernement

LE MONDE | 23.10.2013 à 11h15• Mis à jour le23.10.2013 à 11h20|Par Béatrice Gurrey

La guigne qui colle au président, au premier ministre, au gouvernement, Anne Hidalgo n'en veut pas. La candidate socialiste à la Mairie de Paris s'est ingéniée, une nouvelle fois, mardi 22 octobre, à ne pas se laisser contaminer par l'impopularité qui les mine. *"Il faut redonner confiance à ceux qui doutent, surtout au plan national"*, a-t-elle glissé, aux côtés de ses alliés communistes, lors d'une conférence de presse destinée à mettre en scène leur accord pour les municipales de mars 2014.

Mme Hidalgo intronisait Ian Brossat, le jeune président des élus du Front de gauche au Conseil de Paris dans le rôle de porte-parole de campagne. Il s'ajoute aux trois socialistes déjà nommés, auxquels la candidate a associé la députée Seybah Dagoma et l'adjointe à la vie scolaire, Colombe Brossel. Mais il n'a évidemment pas le même statut. Comment imaginer qu'il ne préservera pas sa liberté de parole pour critiquer le gouvernement ou l'exécutif ? Mme Hidalgo se gardera de l'en empêcher – au nom du respect de ses partenaires. *"On n'est pas dans une fusion. On a besoin de nos différences"*, a-t-elle expliqué. C'était une jolie litote.

Ian Brossat l'indique déjà en privé : *"C'est à nous de prouver que la gauche parisienne n'est pas la gauche nationale. C'est d'ailleurs parce qu'elle ne ressemble pas à la politique nationale que le rassemblement de la gauche est possible."* Il est vrai que l'alliance municipale parisienne entre communistes et socialistes, renouvelée en 2008, perdure depuis 2001, ce qui est au moins une preuve de longévité.

UNE CAMPAGNE SANS MINISTRE

M. Brossat n'est pas non plus le dernier à souligner que Bertrand Delanoë a très tôt montré la voie de l'indépendance du maire de Paris : *"En 2001, il a fait campagne sans un seul ministre. Anne fait la même chose et elle a raison."*

Dès le mois de mai, interrogée sur ce point, la candidate socialiste répondait à *20 Minutes* : *"C'est une élection municipale.* (...) *Ma mission c'est de gagner à Paris, leur mission c'est de réussir au gouvernement."* Une façon assez claire de fermer le ban.

Même pour son ami Manuel Valls, le controversé ministre de l'intérieur qui fait figure de repoussoir pour une partie de la gauche ? *"Je l'ai vu lundi à l'hôtel-de-ville, pour une réunion du Cercle laïcité République qui se réunit tous les ans depuis huit ans. Il m'a félicitée pour mon alliance avec les communistes"*, se borne à répondre Mme Hidalgo, avant d'ajouter : *"Il n'y a pas de ministres que je voudrais voir ou ne pas voir, ils font leur travail."* M. Brossat, lui, préfère en sourire: *"De toute façon, il n'y a pas de danger que je partage une estrade avec Valls."*

L'INDÉPENDANCE DU MAIRE DE PARIS

Sur bientôt treize ans de mandat, le maire et sa première adjointe n'ont eu à connaître la gauche au pouvoir qu'au début de la mandature, de mars 2001 à la présidentielle de 2002 et désormais depuis mai 2012. Mais M. Delanoë s'est toujours montré vigilant sur ses prérogatives. Si le maire a apporté son soutien, mardi, au président de la République sur RFI – *"Je le trouve courageux, à la hauteur de la situation, mais rien n'est facile.* (...) *J'ai confiance en François Hollande, dans son intelligence politique, dans son dévouement à la France"* –, la candidate n'en a rien fait publiquement. La ligne n'est pas pour autant coupée avec le président : *"Il a envie que je gagne, oui, clairement. Et non, il n'y a aucun reproche de manque de solidarité. Il y a une prise en compte de la situation parisienne. Il n'y a aucune volonté, et heureusement, de venir s'immiscer dans la façon dont je construis ma campagne"*, dit-elle.

M. Delanoë et elle ne ménagent pas leur peine pour éviter un vote sanction. Les coups de fil se sont succédé à l'Elysée et à Matignon, pour dénoncer la pression fiscale – contre laquelle M. Delanoë a fait voter un "bouclier social" de 10 millions d'euros – ou pour s'indigner de l'interpellation de Leonarda à la sortie d'un car scolaire, avant son expulsion au Kosovo.

Devant des associations de lutte contre l'exclusion, réunies dans des locaux d'Emmaüs, jeudi 17 octobre, Mme Hidalgo avait haussé le ton : *"Etre maire de Paris, c'est être très libre. C'est ne dépendre que des Parisiens. Leonarda et Khatchik*, *c'est inadmissible. Leonarda, sa vie est ici. Elle ne parle même pas la langue du pays vers lequel elle a été renvoyée. Je ne mettrai pas ma langue dans ma poche."* Le lendemain, elle dénonçait ces expulsions devant la presse.

NE PAS IRRITER LES CAMARADES

Un message avait également été passé à l'Elysée, avant le vote, samedi, des militants communistes sur une alliance de premier tour, à propos du travail du dimanche. En substance : aucune déclaration qui puisse irriter les camarades. D'autres alliés de Mme Hidalgo sont favorables au travail dominical, au premier rang desquels les radicaux de gauche. L'adjoint chargé du tourisme, Jean-Bernard Bros, souligne que le PRG a été le premier à lancer le sujet. *"Brossat ne peut pas se permettre d'être pour, mais il ira faire un tour quand on votera"*, escompte-t-il.

Le Parti de gauche s'irrite déjà. *"C'est le premier rendez-vous électoral depuis l'élection de Hollande. C'est une rouerie et une manœuvre de se désolidariser ainsi"*, affirme Alexis Corbière, conseiller de Paris et secrétaire national du PG. A droite, Philippe Goujon, maire UMP du 15e où se présente Mme Hidalgo, dénonce *"le grand écart"* de la candidate, tandis que Pierre-Yves Bournazel, porte-parole de Nathalie Kosciusko-Morizet, observe qu'avec *"tous ces rétropédalages pour ne s'aliéner aucune des deux gauches, Mme Hidalgo finira par s'aliéner les deux"*.

Les conseillers de la candidate du PS, eux, veulent croire que les Parisiens sauront faire la différence entre un vote sanction national et un scrutin qui engage leur vie quotidienne pour six ans.